



POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Le budget annoncé aujourd'hui ne contient rien pour les services de garde.

OTTAWA, le 2 mai 2006 – Le budget fédéral ne contient rien pour les services de garde et ne planifie rien pour l'avenir, déclare l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE).

Les familles qui ne peuvent obtenir de places en garderie aujourd'hui vont trouver leur recherche encore plus ardue. Certains enfants pourraient perdre les services dont ils bénéficient et les parents auront autant de difficultés à payer la garderie de leurs enfants.

« Ce gouvernement ne parvient pas à comprendre les bienfaits associés aux services d'éducation et à la garde à l'enfance ni comment les développer », accuse Debra Mayer, coprésidente de l'ACPSGE à Winnipeg. « Une allocation destinée aux parents n'est pas un système éducatif précoce pour les enfants. »

En annulant les ententes en matière de services de garde conclues avec les provinces, le gouvernement Harper a soustrait 3,6 milliards de dollars aux communautés canadiennes, déclare madame Mayer. Ce financement était destiné à élargir les choix en matière de services éducatifs et de garde à la petite enfance de plus de 100 000 familles; à améliorer l'accès, surtout pour les familles à faibles revenus ou qui habitent dans des zones rurales, ainsi que pour les enfants qui ont des besoins spéciaux. Il visait aussi à améliorer les services d'intervention pour les enfants à risque. C'est spécialement mesquin de la part de ce gouvernement de viser spécifiquement les enfants autochtones et de leur imposer une coupe de 25 millions.

L'allocation de Harper ne remplace même pas ce que les enfants ont perdu dans ce budget, déclare Jody Dallaire, la représentant de l'association au Nouveau-Brunswick. « Ce gouvernement a non seulement manqué à ses engagements envers les enfants, mais il a aussi refusé aux parents le choix de participer au marché du travail en sachant que leur progéniture s'épanouit en toute sécurité. Il prive les Canadiens d'une solution face à la diminution de la main-d'œuvre qui menace la santé de notre économie. »

L'ACPSGE estime qu'il est ironique qu'un gouvernement pour qui l'imputabilité est une priorité décide d'abolir les mécanismes qui assurent la reddition de compte en matière de services éducatifs et de garde à l'enfance. « Le gouvernement peut essayer de bannir le dialogue public en attaquant la recherche et le partage de l'information », accuse Monica Lysack, directrice générale de l'Association. « Cependant, il ne fait aucun doute que la grande majorité des Canadiens pensent qu'un système national de garderies est vital pour le pays. »

Madame Lysack prédit que les services de garde continueront à harceler les Conservateurs du gouvernement Harper. « Les partis d'opposition, la plupart des premiers ministres provinciaux, et plus important encore, les parents de jeunes enfants reconnaissent que les services éducatifs et de garde à la petite enfance sont essentiels à la productivité de la société. Et ils continueront de le rappeler au gouvernement. »

-30-

Pour plus d'information, pour organiser des entrevues ou pour des contacts régionaux, veuillez appeler :

Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance : Monica Lysack, directrice générale, Ottawa (613) 286-5892 (cellulaire); Debra Mayer, coprésidente, Winnipeg (204) 223-6032 (cellulaire) ; porte-parole francophone : Jody Dallaire (506) 878-8666 (cellulaire).